

Rapport de l'ONU : une grave récession économique ébranle les perspectives de développement en Afrique

Les pays africains ont besoin de mesures vigoureuses et d'un plus grand soutien de la communauté internationale pour éviter une crise de la dette et une croissance léthargique de longue durée

New York, le 25 janvier — Les Nations Unies ont averti aujourd'hui que les conséquences socio-économiques dévastatrices de la pandémie de COVID-19 se feront ressentir pendant des années, à moins que des investissements intelligents ne soient consentis pour la résilience économique, sociétale et climatique afin de garantir une reprise robuste et durable de l'économie mondiale.

En 2020, l'économie mondiale a chuté de 4,3 %, soit plus de deux fois et demi la baisse enregistrée lors de la crise financière mondiale de 2009. D'après la dernière édition de *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, la reprise modeste de 4,7 % prévue en 2021 parviendrait tout juste à contrebalancer les pertes de 2020.

Les économies des pays développés, dont la production devrait croître de 4 % en 2021, sont celles qui ont connu le pire déclin en 2020, avec une baisse de 5,6 % due à l'interruption des activités économiques et à une succession de vagues épidémiques. Un tel contexte augmente le risque de mesures d'austérité prématurées, qui torpilleraient tout simplement les efforts déployés à l'échelle mondiale en vue d'amorcer une reprise. Selon les estimations présentées dans le rapport, les pays en développement ont subi un recul moins brutal de 2,5 % et devraient enregistrer une remontée de 5,7 % en 2021. Néanmoins, le rapport indique que la contraction économique des pays en développement combinée à la chute des exportations et des taux de consommation locale, ainsi qu'à des niveaux élevés d'endettement public entraînera une forte hausse des taux de pauvreté.

Les pays africains font face à un ralentissement économique sans précédent et à des répercussions dramatiques pour leur développement. La baisse des prix des produits de base, l'effondrement du tourisme et la diminution des transferts de fonds des migrants – exacerbés par des mesures nationales de confinement et autres, indispensables pour endiguer la propagation de la pandémie – ont entraîné une détérioration majeure et généralisée de la situation économique. La marge de manœuvre budgétaire limitée des États, des conditions de financement difficiles et l'accroissement de la dette publique ont amplifié les risques de surendettement.

« Nous faisons face à la pire crise sanitaire et économique depuis 90 ans. Alors que nous déplorons l'augmentation du nombre de décès, nous ne devons pas oublier que les choix que nous faisons aujourd'hui détermineront notre avenir commun » a déclaré le Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres. « Nous devons investir dans un avenir inclusif et durable fondé sur des stratégies intelligentes, des investissements

performants et un système multilatéral robuste et efficace plaçant l'humain au cœur de ses travaux socio-économiques. »

Le rapport souligne qu'une reprise durable au sortir de la pandémie dépendra non seulement de l'ampleur des mesures de relance et de la rapidité des campagnes de vaccination, mais également de la qualité et de l'efficacité de ces mesures pour développer une forme de résilience aux crises à venir.

Un ralentissement inédit aux conséquences désastreuses pour le développement en Afrique

Malgré un nombre de cas relativement faible comparé à celui enregistré sur les autres continents, la pandémie de COVID-19 continuera de peser lourdement sur les conditions de vie et les progrès en matière de développement en Afrique. La crise est déjà responsable de la hausse du chômage, de la pauvreté et des inégalités. La plupart des pays se heurtent à d'immenses difficultés pour contenir la pandémie et mobiliser les ressources financières nécessaires pour financer les systèmes de santé, protéger les groupes vulnérables et favoriser la reprise.

Après une contraction de 3,4 % en 2020, l'Afrique devrait connaître une reprise modeste, marquée par une hausse de 3,4 % du PIB régional en 2021. Ce rebond suppose l'augmentation de la demande intérieure, la reprise des exportations et la hausse des prix des produits de base.

Selon les projections, le PIB du Nigéria devrait progresser de 1,5 % en 2021 après un déclin de 3,5 % en 2020. Toutefois, le tarissement des liquidités en devises, la montée des tensions inflationnistes et la demande intérieure en berne obscurcissent les perspectives à moyen terme. En Afrique du Sud, les estimations font état d'une progression de 3,3 % du PIB en 2021 après un recul de 7,7 % l'année dernière. Néanmoins, entre les coupures de courant, le niveau élevé de la dette publique et les obstacles politiques, une reprise solide et durable reste incertaine.

La croissance du PIB égyptien était estimée à 0,2 % en 2020, et celui-ci devrait continuer à grimper pour atteindre 5,4 % en 2021 grâce à la forte relance de la demande intérieure et à l'absence de lourdes contraintes liées à sa balance des paiements. À la suite d'une contraction de 0,5 % en 2020, l'économie éthiopienne ne devrait remonter que de 2,3 % en 2021. Si les exportations agricoles restent stables, le secteur du tourisme demeura bridé tout au long de 2021.

Les financements extérieurs et le haut niveau d'endettement présentent des risques majeurs

Le niveau élevé de la dette publique limite les capacités à stimuler les dépenses sur l'ensemble du continent. En outre, les maigres perspectives de croissance induisent une capacité moindre à maintenir les niveaux d'endettement alors que les réserves de change, les transferts de fonds des migrants et les flux de capitaux s'amenuisent, et que les dépréciations limitent la capacité à assurer le service de la dette libellée en devises étrangères. Les pays africains ont besoin d'une aide accrue de la communauté internationale, mais aussi d'importants efforts nationaux afin d'éviter une crise de la dette. Non seulement une telle crise détériorerait davantage la situation économique, mais elle imposerait également de douloureux ajustements budgétaires. Dans un tel contexte, les remous sociaux et les tensions politiques pourraient rapidement s'intensifier, ce qui aggraverait par ricochet l'insécurité alimentaire, les violences, les déplacements internes et les pressions migratoires.

Des mesures stratégiques drastiques s'imposent pour une reprise robuste et durable

L'Afrique a besoin que sa croissance redémarre durablement. Bien que des objectifs à court terme soient essentiels, les pays africains doivent ouvrir la voie à un développement soutenu et inclusif sur le moyen terme, ce qui suppose la création d'emplois décents à grande échelle.

« Étant donné que les pays sortiront de la crise avec des niveaux d'endettement plus élevés, un rééquilibrage prudent des priorités stratégiques sera indispensable pour renforcer les capacités d'adaptation et stimuler la productivité » a déclaré Hamid Rashid, Chef du Groupe de la veille économique mondiale au sein du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et auteur principal du rapport. « Cela implique d'ouvrir de nouvelles possibilités de croissance, d'accélérer l'adoption des technologies et de combler la fracture numérique, de renforcer l'adaptation aux changements climatiques et de favoriser la mobilisation de recettes nationales. »

Le rapport souligne la nécessité pour les pays africains de donner la priorité à la diffusion des technologies numériques grâce à l'élargissement d'infrastructures numériques abordables et universelles. Un cadre efficace de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine pourrait également devenir un outil central pour favoriser le commerce, la sécurité alimentaire et la productivité intra-africaine.

Le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 | #WorldEconomyReport

Le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 est publié par le Département des affaires économiques et sociales (DESA) des Nations Unies en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales de l'ONU. L'Organisation mondiale du tourisme a également contribué à sa réalisation. Pour plus d'informations, consultez : www.bit.ly/wespreport

Relations médias :

Devi Palanivelu, Département de la communication globale de l'ONU, palanivelu@un.org

Helen Rosengren, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, rosengrenh@un.org